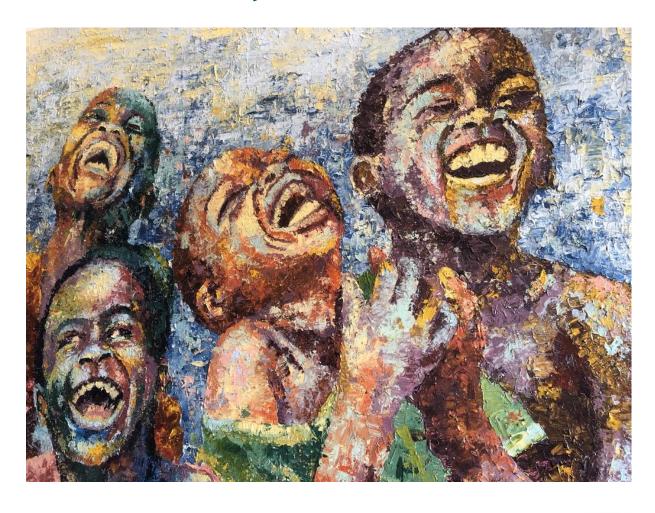
Rapport d'activités CEJA 2017



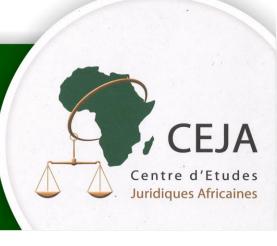


Table de matières

Mot du Directeur Exécutif	3
Bref aperçu de 2017	5
Enseignements du CEJA: Renforcer la formation au droit africain	.6
Renforcement des capacités : Une compétence incontestable	.8
Expériences de terrain : Un positionnement certain	10
Partenariat du CEJA : Une coopération protéiforme accrue	۱6
Publications et bibliothèque : Une priorité renforcée	21
Finances: Pour une meilleure assise	22
Equipe du CEJA	25

Mot du Directeur exécutif



L'année 2017 a été pour le CEJA une année de consolidation dans tous les domaines.

Au niveau de la visibilité, l'expertise du CEJA s'est renforcée avec des participations remarquées à des colloques, séminaires, conférences et programmes de formation divers qui se sont déroulés en Afrique, en Europe et au Canada.

Si en 2016 l'accent a été mis sur la « démocratisation » du droit africain encore largement méconnu, le CEJA se réjouit de l'intérêt général suscité en 2017 par sa campagne de diffusion et de vulgarisation des normes et sources juridiques continentales ainsi qu'au renforcement

des capacités des acteurs africains. En effet, le CEJA a enregistré une forte hausse de visites de son site et des demandes d'information sur le droit africain venant tant du continent africain que d'autres parties du monde.

L'impératif de diffusion de la production juridique africaine a conduit le CEJA a renforcé sa bibliothèque numérique par un nombre raisonnable de documents (législations, jurisprudences et doctrine).

L'année 2017 a été l'occasion d'élargir la promotion du droit africain. Tout en contribuant à des études et analyses juridiques et politiques relatives au continent, le CEJA a effectué des missions en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest, en Afrique Centrale et en Amérique du Nord.

Au niveau de la Genève internationale et de l'ONU, le CEJA a pu participer aux sessions du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies et partager sa vision de l'Afrique avec les mécanismes onusiens, les missions permanentes africaines et d'autres Etats ainsi que la société civile. Fait essentiel, le CEJA a pu faire une déclaration orale sur la situation prévalant au Burundi.

Poursuivant sur sa lancée, le CEJA a consolidé son partenariat stratégique et fructueux avec l'Union Africaine en prenant part aux « Vendredis de la Commission de l'Union Africaine» qui s'est tenue en novembre 2017 Abidjan (Côte d'Ivoire) en prélude au Sommet Union Africaine/ Union Européenne. Il a également apporté son expertise lors du 6ème Forum de la Commission de l'Union Africaine sur le Droit International (CUADI) organisé en décembre 2017 à Malabo (Guinée Equatoriale).

La consolidation de l'importance du CEJA a été très marquante dans le domaine de la coopération. Ainsi, il a conclu de nouveaux accords de coopération d'envergure avec des nouvelles institutions universitaires d'importance en Afrique (République Centrafricaine, Togo, Bénin) et en Europe (Suisse et France) et au Canada.

Ces conventions de partenariat visent à la création de programmes de formation en Suisse sur le Droit, la médecine légale et la science forensique en Afrique, la Privation de liberté et la médecine humanitaire en Afrique, des cours d'été et des études thématiques. Elles ambitionnent également l'intervention du CEJA dans des cursus universitaires et la direction de travaux thématiques sur l'Afrique au Canada. Enfin, elles visent à garantir l'organisation conjointe d'activités scientifiques et de proximité en Afrique.

Le CEJA et l'Université de Caen, Normandie (France) ont convenu d'un partenariat permettant aux étudiants du Master Droit des Libertés de la Faculté de droit de l'Université de Caen d'effectuer leur stage à Genève.

L'innovation essentielle a été la publication de cinq lettres d'information ou newsletters avec des articles sur des thématiques d'actualité sur le continent rédigés par divers auteurs africains ou intéressés par l'Afrique. Le CEJA se réjouit d'une telle initiative qui a aussi le mérite de faire connaître les juristes africains.

Enfin, en tant que Directeur exécutif, je ne saurais clore mon propos introductif sans exprimer ma profonde gratitude à toute l'équipe du CEJA et les personnes de volonté qui ont consacré du temps et de l'énergie pour soutenir le travail accompli tout au long de sa deuxième année d'existence. Une mention spéciale à Mlle Clothilde Alvers Vieira, qui, lors de son stage dans le cadre de ses études de Master en droits fondamentaux à la Faculté de droit de l'Université de Caen, Normandie (France), a été d'une aide inestimable pour le CEJA.

Dr Ghislain Patrick Lessène

LE CEJA en bref

2017 : Bref aperçu

Equipe	Enseignements	Renforcement des capacités
6 co-fondateurs	Droit et pratique de l'Union africaine	8000 personnes informées
2 membres du personnel	Droits de l'homme en afrique	60 diplomates africains formés
4 membres du Comité de direction	Droit de la détention en Afrique	
3 représentants dand le monde		
Promotion	Partenariat	Publications
8 missions de promotion dans le monde	18 accords de coopération	Articles et newsletters
15 communications et prises de position		1 bibliothèque numérique

Projets réalisés

- 2 formations de la socité civile en République Centrafricaine
- 2 conférences sur le Droit, médecine légale et science forensique en Afrique au Bénin et Togo
- 2 conférences sur la Privation de liberté Droit, médecine humanitiare en Afrique au Bénin et Togo
- 1 Conférence sur le droit des affaires en Afrique en Italie
- 5 Newsletters

La mise en ligne de 3 cours sur le droit africain

La mise en ligne des ouvrages spécifiques au droit africain

Les Enseignements : Renforcer la formation au droit africain

Pour une seconde année consécutive, le CEJA a mis à la disposition du public des formations à distance (e-learning) spécialisées sur le droit et la pratique des États et institutions africains.

Les cours sont dispensés par des enseignants de haut niveau tant académique que pratique intervenant en Afrique, Europe et au Canada.

Droit de l'Union africaine



Union Africaine

Le cours « Droit de l'Union africaine et pratique africaine » a pour objectif principal de permettre aux participants d'acquérir une solide connaissance des règles de fonctionnement de l'Union africaine et des principes fondamentaux du droit de l'Union africaine.

Le droit africain comprend les règles de droit sur lesquelles est fondée l'UA et les règles qu'elle édicte. Lato sensu, le droit de l'Union africaine suppose également les règles pertinentes qui viennent des conventions ratifiées par les États membres de l'organisation.

Droits de l'homme en Afrique





Le cours « Droits de l'homme en Afrique » a pour objectif essentiel l'acquisition par les participants de solides connaissances sur le système africain de protection des droits de l'homme tout en offrant un aperçu du système international de protection des droits de l'homme.

Droit de la détention en Afrique



Le cours « Droit de la détention en Afrique » vise principalement à favoriser la maîtrise et la mise en œuvre des droits fondamentaux dans les lieux de détention africains en vue d'améliorer les conditions de privation de liberté.

La formation porte sur les sources internationales et africaines du droit de la détention, les décisions des mécanismes internationaux et régionaux, un état des lieux des lieux de détention sur le continent africain, la prévention de la torture, les conditions carcérales et le statut du personnel pénitentiaire, les mesures alternatives à la privation de liberté. L'accent est mis sur l'acquisition des notions de base et l'analyse des pratiques carcérales.

Le renforcement des capacités : Une compétence incontestable

Conformément à sa mission, le CEJA a concentré ses efforts sur le renforcement des capacités des acteurs africains en contribuant à un certain nombre de formations.

République Centrafricaine

En Avril 2017, le CEJA a animé deux séances de formation à l'intention de 300 leaders de jeunesse à Bangui. Cette formation avait pour thématiques: « Le montage de projet » et « La recherche de fonds » en matière de droits économiques, sociaux et culturels.



France

En juin 2017, le CEJA a participé à l'Université de la Paix qui s'est tenue à Caen sur le thème « *Le maintien de la paix* ». Elle a réuni une trentaine de participants provenant du monde entier (14 nationalités représentées : burkinabé, marocains, argentins, italiens, russes ou haïtiens). Les interventions ont porté sur « *les contours des opérations de maintien de la paix* », « *maintenir la paix autrement* », « *la pratique du maintien de la paix* » et enfin « *la justice des Casques Bleus* ».



Togo

Le CEJA a animé en juillet 2017 à Lomé un séminaire de formations portant sur le montage de projet et la recherche de fonds aux leaders de l'ONG togolaise Association Justice Accessible-Togo (A.J.A. - TOGO).





Suisse

En décembre 2017, le CEJA est intervenu lors de la session de formation sur « *La bonne gouvernance et la migration pour diplomates camerounais*» organisée par le Geneva Center for Security Policy

(GCSP) et qui s'est tenue à Genève, Suisse. Le CEJA a animé le cours « *Systèmes* politiques nationaux » et leurs liens avec la bonne gouvernance et la migration en Afrique.



Expérience du terrain : un positionnement certain chaleureux

2017 a été marqué par un positionnement certain du CEJA sur le continent africain et ailleurs. Comme en 2016, aussi bien en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne, en Europe qu'au Canada, le CEJA a reçu un accueil très chaleureux et enthousiaste de la part des institutions politiques, académiques et de la société civile.

Tunisie

En janvier 2017, le CEJA a été reçu par l'équipe de l'Université Européenne de Tunis. Il a été convenu une collaboration dans les domaines académique et scientifique et la mobilité des chercheurs.



Centrafrique

Ministère de la justice, des droits de l'homme et des droits de l'homme, Garde des Sceaux

En avril et novembre 2017, la délégation du CEJA a été reçue en audience par Son Excellence M. Flavien Mbata, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux. Les discussions ont porté sur le renforcement des capacités du personnel judiciaire, la création d'un Centre de documentation juridique et la réalisation de projets dans le domaine de l'accès au droit.

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche technique

avril 2017. Son excellence Moukadas Noure, Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que M. Ernest Mada, Directeur de Cabinet du Ministre, ont accordé une audience à la délégation du CEJA au cours de laquelle ont été abordées les questions relatives l'informatisation du ministère, la mise en ligne des documents relatifs à l'éducation en RCA, l'accès aux infrastructures du ministère pour la réalisation d'activités en faveur de la jeunesse ainsi que la possibilité d'un partenariat pour des projets éducatifs spécifiques à la culture de la paix et à la protection de l'enfance.

Secrétariat Général du Gouvernement chargé des relations avec les institutions de la République et du suiviévaluation des politiques publiques

En avril 2017, une délégation du CEJA a Son Excellence reçue par Ministre et Christophe Nguinza, M. Christian César Matounda, Chargé de mission audit ministère. Les échanges ont porté essentiellement sur l'accès aux officiels centrafricains coopération avec l'Ecole Nationale d'administration de magistrature et (ENAM).

Ministre de l'Entreprenariat National, de l'Artisanat et de la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises

En novembre 2017, le CEJA s'est entretenu avec son Excellence M. Bertrand Touaboy sur les défis en matière de création d'entreprise et la formation

professionnelle des jeunes. L'accent a été mis sur la nécessité de changement de mentalité et de la prise de conscience du rôle que chaque citoyen est appelé à jouer pour assurer la cohésion sociale et la relance économique du pays.

Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale

En novembre 2017, le CEJA a été reçu en audience par Son Excellence M. Félix Moloua, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale. Celuici était accompagné de son Excellence M. Mboli Fatrane Léopold, Ministre des Mines et de la géologie ainsi que de son Excellence M. Gontran Djono Ahaba, Ministre de l'Energie et des ressources hydrauliques. Les échanges ont porté sur le rôle du CEJA dans le renforcement des capacités des acteurs centrafricains par des formations de type académique et des actions visant à la réalisation de projets pour le relèvement de la RCA.



Son Excellence M. Félix MOLOUA, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale, Dr Ghislain Patrick LESSENE, Directeur Exécutif du CEJA et Son Excellence Gontran DJONO AHABA, Ministre de l'Energies et des ressources hydrauliques.

Ecole Nationale d'administration et de magistrature

En avril et novembre 2017, une délégation du CEJA a pu s'entretenir avec le Dr Alexis N'dui Yabela, Directeur général de l'Ecole Nationale d'administration et de magistrature (ENAM) de Bangui. A l'issue

de ces rencontres, le CEJA et l'ENAM ont signé un accord de coopération pour le renforcement des capacités du corps enseignant dans le nouveau programme de formation du personnel pénitentiaire que l'ENAM et la Mission des Nations Centrafrique (MINUSCA) envisagent de mettre en place. L'expertise du CEJA a été sollicitée pour de futures missions d'enseignement. Par ailleurs, l'ENAM et le CEJA envisagent de coopérer la création d'un centre de documentation juridique et l'organisation de séminaires de formation au personnel judiciaire et des colloques.

Il faut noter que le CEJA a fait don à l'ENAM de deux exemplaires du *Code* international de la détention en Afrique.

Présidence de la République

En avril et novembre 2017, son Excellence M. Firmin Ngrebada, Ministre d'Etat, directeur du cabinet du Chef de l'Etat, a reçu la délégation du CEJA en audience. Les échanges ont porté sur le renforcement des capacités des agents publics centrafricains.

Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Bangui En avril 2017, la délégation du CEJA a été reçue par le Prof. Augustin Kongatoua, Doyen de la faculté. Les échanges ont porté sur l'appui au Centre de recherche sur les droits humains et la gouvernance. A cette occasion, le CEJA a fait don à la faculté d'ouvrages juridiques.

Faculté des Sciences et de la Santé de l'Université de Bangui

En avril 2017, le CEJA a pu présenter au prof. Grésenguet Gaston, Doyen de la faculté, les programmes de formation Droit, médecine légale et science

forensique ainsi que Privation de liberté et médecine humanitaire en Afrique.

Archevêché de Bangui

En avril 2017, la délégation du CEJA a eu l'honneur de rencontrer le Cardinal Dieudonné Nzapalainga à l'Archevêché de St Paul de Ouango, Bangui. Les échanges ont porté sur la situation encore précaire du pays, la nécessité d'action en vue de l'éducation de la jeunesse et la recherche de la paix. Le prélat centrafricain a mis l'accent sur le besoin d'une plus grande implication du CEJA dans cette entreprise ardue et difficile au regard du contexte actuel de la RCA.

Autorité Nationale des Elections

En novembre 2017, le CEJA a eté reçue en audience par Mme Marie Madeleine N'Kouet née Hoornaert, Présidente de l'Autorité Nationale des Elections (A.N.E), institution chargée des élections en RCA. Les débats ont porté sur le renforcement des capacités des membres de l'A.N.E, notamment l'élaboration d'un référentiel électoral et des actions en vue du renforcement de l'état de droit et de la démocratie auprès de la population centrafricaine.

Bureau de l'Aumônerie de la Maison d'arrêt de Ngaragba

En novembre 2017, le CEJA a tenu une importante réunion de travail avec le Bureau de l'Aumônerie de la Maison d'arrêt de Ngaragba de l'Eglise Apostolique Le Chandelier. Ce Bureau est chargé d'apporter une assistance aux détenus et œuvre dans le domaine carcéral depuis juin 2016. Reconnu par les autorités nationales la Mission et multidimensionnelle intégrée de

stabilisation des Nations unies en Centrafrique (MINUSCA), le Bureau tient des rencontres avec les détenus, leur apporte de l'aide matérielle et médicale et les assiste en vue de leur réinsertion sociale. Il a sollicité le CEJA pour l'organisation de formation sur la détention à compter de 2018.

Direction générale des Services pénitentiaires du Ministère de la Justice et des Droits de l'homme

La rencontre entre le CEJA et M. Flammarion GOBA, Magistrat et Directeur Général des Services pénitentiaires, en novembre 2017 a porté sur les conditions détention dans les prisons centrafricaines et la nécessité renforcement des capacités du personnel pénitentiaire, notamment par formations en Suisse afin de s'imprégner de bonnes pratiques suisses et de les adapter dans le contexte centrafricain.

Cameroun

Faculté de sciences juridiques et politiques de l'Université de Yaoundé II-Soa

En avril 2017, la délégation du CEJA a rencontré le Prof. Magloire Ondoa, Doyen de la Faculté de sciences juridiques et politiques de l'Université de Yaoundé II-Soa. Les discussions ont porté sur des recherches communes entre le CEJA et la faculté, notamment par le biais du Centre du Droit du Travail et de la Sécurité et des Affaires (CDTSA).

Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université Catholique d'Afrique Centrale

En avril 2017, la délégation du CEJA a été reçue par le Prof. Jean Didier Boukongou. Les échanges ont porté sur l'intérêt de la

Faculté pour le Programme Droit et médecine légale que le CEJA et le Centre Universitaire Romand de Médecine légale (CURML) mettront en place.

Fondation Friedrich-Ebert-Stiftung pour l'Afrique Centrale

En avril 2017, la délégation du CEJA a été reçue par Mme Susan Bamuh Apara, la Chargée de programmes de la Fondation allemande Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), pour l'Afrique centrale. Les débats ont porté sur des actions dans les pays prioritaires que sont le Cameroun, la République Centrafricaine et la RDC.

Benin

Rectorat de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC)

En juillet 2017, une délégation conjointe du CEJA, du Centre Universitaire Romand Médecine Légale (CURML) des Universités de Genève et Lausanne (Suisse) et de l'Ecole des Sciences Criminelles (ESC) de l'Université de Lausanne, a été reçue en audience par le Prof. Maxime da-Cruz, Vice-recteur de l'UAC (élu Recteur de l'Université en 2018) et de son équipe en charge des services opérationnels et de la coopération internationale. L'objet de la rencontre était de discuter de deux programmes de formation spécifiques à l'Afrique en cours de création et portant sur le Droit, médecine légale et science forensique en Afrique et sur la Privation de liberté et médecine humanitaire en Afrique.

La délégation était composée du Dr Ghislain Patrick Lessène, directeur exécutif du CEJA, la Professeure Silke Grabherr, Drirectrice du CURML et la Dr Đurđica Hazard de l'ESC.



Rencontre avec le Vice-recteur et l'équipe de la coopération internationale de l'UAC

Chaire Unesco des droits de la personne humaine et de la démocratie

En juillet 2017, la délégation conjointe CEJA/CURML/ESC a rendu visite au Titulaire de la Chaire Unesco des droits de la Personne humaine et de la Démocratie pour discuter des deux programmes de formation ainsi que de l'organisation de collogues et séminaires au Bénin.



Rencontre avec le Titulaire de la Chaire Unesco des dVice-recteur et l'équipe de la coopération internationale de l'UAC

Faculté de Droit et de Science Politique de l'Université d'Abomey-Calavi

En juillet 2017, la délégation conjointe CEJA/CURML/ESC a été reçu e par le Professeur Eric Montcho-Agbassa, Vice-Doyen de la Faculté de droit et de Science Politique (FADESP) de l'Université d'Abomey-Calavi. Les débats ont porté sur l'organisation commune de colloques et activités académiques, notamment les cours d'été.

Faculté des sciences de la santé de l'Université d'Abomey-Calavi

La rencontre s'est déroulée en juillet 2017 entre la délégation conjointe CEJA/CURML/ESC et le Prof. Delphin Kuassi Mehinto, Doyen de la Faculté des sciences de la santé (FSS) et ses vice-Doyens. Le décanat de la FSS a assuré son soutien pour les projets de formation pour les acteurs africains.

Ministère de la santé du Bénin

La délégation conjointe CEJA/CURML/ESC a rencontré son Excellence Dr Alassane Seidou, Ministre de la santé et ses collaborateurs et leur a présenté les deux programmes de formation visant à doter le Bénin et l'Afrique d'experts en médecine légale, science forensique et en médecine humanitaire dans les lieux de détention.



Rencontre avec le Ministre de la santé du Bénin

Togo

Cour Suprême du Togo

En juillet 2017, la délégation conjointe CEJA/CURML/ESC a rencontré avec M. Gabriel Kodjo Woayi, Magistrat et Secrétaire général de la Cour Suprême du Togo. Il a exprimé tout l'intérêt que la Cour Suprême porte aux formations proposées car cela renforcerait énormément les capacités des magistrats togolais et garantiraient une meilleure justice.

Faculté de droit de Lomé

La délégation conjointe CEJA/ CURML/ ESC a rencontré le Prof. Komi Wolou, Doyen de la Faculté de droit de l'Université de Lomé, et le Prof. Majesté Ihou Wateba sur les formations en cours de préparation en Suisse et des différents axes de coopération future.

Ministère de la Justice chargé des relations avec les institutions de la République du Togo

Réunion avec les directeurs techniques La délégation conjointe CEJA/ CURML/ ESC a eu une importante réunion en juillet 2017 avec les directeurs techniques (administration pénitentiaire et de la réinsertion, affaires pénales et grâces, droit, législation, accès au affaires judiciaires, centre permanent de formation des professions de justice) qui ont manifesté leur intérêt et soutien à la démarche de formations proposées par le CEJA et ses partenaires.

Rencontre avec le Ministre de la justice, Garde des Sceaux

En juillet 2017, la délégation conjointe CEJA/ CURML/ ESC a été reçue en audience par Son Excellence M. M. F. Kokouvi Agbetomey, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, qui a manifesté son enthousiasme pour les programmes de formation et a assuré de son total soutien à leur mise en œuvre.



Le Ministre Kokouvi Agbetomey avec la délégation CEJA/CURML/ESC

Rencontre avec Maître Tchitchao Tchalim, ancien Ministre de la justice, Garde des Sceaux

En juillet 2017, le CEJA a rencontré Maître Tchitchao Tchalim, ancien Ministre de la justice Garde des Sceaux. Cette réunion a porté sur la nécessité d'une forte implication des avocats togolais dans les programmes de formation pour une meilleure effectivité de la justice et de l'amélioration des conditions carcérales au Togo.

Rencontre avec M. Idrissou Akibou, Directeur de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion

En juillet 2017, le CEJA a rencontré le directeur de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion qui s'est réjoui de pouvoir collaborer avec le CEJA et ses partenaires en Suisse en vue du renforcement des capacités du personnel pénitentiaire togolais.

Partenariat du CEJA : une coopération protéiforme accrue

En 2017, le CEJA s'est illustré dans le cadre d'activités scientifiques en Afrique et ailleurs. De même, le CEJA a positvement accueilli la main de coopération tendue par des organisations pour des actions communes en Afrique.

Activités communes

6ème Forum de la Commission de l'Union Africaine pour le Droit International (CUADI)

Du 4 au 5 décembre 2017, le CEJA a participé au 6ème Forum de la Commission de l'Union africaine pour le droit international (CUADI) qui s'est tenu à Malabo (Guinée Equatoriale) et qui avait thème:« conséquences pour Les politiques juridiques, et socioéconomiques de la migration : La situation des réfugiés et des personnes déplacées internes en Afrique ». Le CEJA est intervenu lors de la session 6 : Défis et perspectives. Sa contribution a porté sur : « Détention des migrants : La protection de leurs droits selon le droit international ».





Les Vendredis de l'Union africaine

En novembre 2017, le CEJA a pris part à la conférence « *Vendredis de la Commission* » de l'Union Africaine organisée à Abidjan en marge du 5ème Sommet Union Africaine/ Union Européenne et qui offrent au personnel de la Commission, au personnel des institutions des Nations Unies, aux diplomates africains et non africains, aux universités et centres de recherche, aux acteurs de la société civile et du secteur privé, une occasion d'échange d'informations et de recherche de solutions liées aux problématiques sociales, politiques et économiques que connait le continent africain.



1^{er} Forum des investisseurs en République Centrafricaine

En novembre 2017, le CEJA a pris part au 1^{er} Forum des investisseurs en République Centrafricaine dans le cadre de la coopération du CEJA avec les autorités centrafricaines pour la recherche de la paix, du renforcement des capacités des acteurs nationaux.





Forum Italie- Afrique

En octobre 2017, le CEJA a été invité à participer au premier Forum Economique et Commercial entre l'Italie et l'Afrique, encore appelé Italia-Africa Business Week (IABW), qui s'est tenu à Rome, la capitale italienne. Cet important évènement, initié par la Diaspora africaine en Italie, a réuni plus de 200 participants, dont une maiorité d'hommes d'affaires et d'entreprises venant d'Afrique. Placé sous le haut-patronage du Ministère des Affaires Etrangères et à la Coopération internationale de l'Italie, le Forum a été marqué par plusieurs interventions en plénières et lors des ateliers, dont celui animé par le CEJA consacré à la thématique : « Le droit au service des affaires en Afrique ».



Conférences au Togo

En juillet 2017, la délégation conjointe CEJA/CURML/ ESC a tenu une conférence à la Faculté de droit de droit de Lomé sur les programmes de formation Droit, médecine légale et science forensique en Afrique et Privation de liberté et médecine humanitaire en Afrique en cours de création en Suisse. Outre la forte affluence des étudiants, on notait la présence du directeur de l'accès au droit et du Directeur des services judiciaires du Ministère de la Justice, du vice-Doyen de la Faculté des sciences de la santé, des Doyen et vice-Doyen de la Faculté de droit, des médecins militaires, Dr Yawo

Apélété AGBOBLI, médecin légiste, du travail, biologiste et médecin du sport, et Dr Soedje, médecin psychiatre.



Conférence à l'Université de Lomé avec la Prof. Silke Grabherr, directrice du CURML (Suisse)

Conférence au Bénin

En juillet 2017, la délégation du CEJA/ CURML/ESC a pu animer à la Faculté de droit et de science politique de l'Université d'Abomey-Calavi une conférence de présentation des programmes de formation spécifiques à l'Afrique que les Universités de Genève et de Lausanne envisagent de créer pour le renforcement des capacités des acteurs africains. Il est à noter que les débats ont permis de mesurer l'intérêt et l'accueil très favorable de ces programmes par les étudiants en Master 2 de la faculté de droit, de science politique ainsi que de la faculté de sociologie.



Conférence au Canada

En mai 2017, le CEJA a participé au 7^{ème} Congrès des associations francophones de science politique portant sur les Flux et Frontières qui s'est tenu à Montréal, Québec CEJA présenté (Canada). Le а communication sur « L'Union Africaine et les questions identitaires : défis et perspectives lors du panel C 7.1 : Frontières et identité en Afrique: réponses économiques aux questions politiques. »



Afin de donner une plus grande visibilité à l'Afrique lors des prochains colloques, il a été décidé que le CEJA collaborera avec le Centre d'analyse et de prospective sur les Afriques (CAP) du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM) de l'Université Québécoise à Montréal (UQAM). Le CAP est placé sous la responsabilité du Dr Mballa Charlie, chercheur associé au CEIM et

enseignant à l'Université d'Edmunton (Alberta).

Conférence au Cameroun

Dans le cadre de sa coopération avec le Centre de droit du travail, de la sécurité sociale et des affaires (CDTSA) de la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Yaoundé II –Soa et le Centre de recherche sur le développement durable en Afrique (CREDDA), le CEJA a co-animé en avril 2017 une conférence sur « Quelles politiques de l'éducation en Afrique Centrale ? ».



Conférences en République Centrafrique En avril et novembre 2017, le CEJA a animé une conférence sur « Le rôle de la jeunesse pour un changement en RCA » qui a réuni plus de 2000 jeunes.

Le CEJA a également participé à un séminaire sur « Le rôle de l'Eglise en tant que société civile dans la recherche de la paix et du développement de la RCA ». L'accent a été mis sur l'importance de connaître l'histoire de la RCA, les actions susceptibles de contribuer au retour de la paix, les conditions d'une implication positive de l'Eglise en tant que membre de la société civile pour un changement effectif en RCA. Plus de 1500 personnes ont pu bénéficier de ces enseignements.

35ème et 36ème sessions du Conseil des droits de l'homme de l'ONU En juin et septembre 2017, le CEJA a pris part aux travaux des 35ème et 36ème sessions du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies qui se sont tenues à Genève et qui ont examiné la situation des droits de l'homme dans un certain nombre d'Etats africains.

Le CEJA a délivré une déclaration lors du dialogue interactif avec la Commission d'enquête sur le Burundi lors de la 35^{ème} session.

Colloque en Tunisie

En janvier 2017, le CEJA a été invité au Collogue international « Penser la révolution tunisienne: Démocratie. Economie et Relations Internationales » qui s'est tenue à l'Université Européenne de Tunis. Le CEJA a développé le thème : « Enseignement et Recherche scientifique : La Tunisie dans son contexte africain ».



Accords de coopération

L'accueil favorable réservé au CEJA s'est confirmé avec la conclusion de nouveaux accords en 2017. En 2017, le CEJA a conclu dix-huit (18) accords de coopération avec des partenaires institutionnels en Afrique, en Europe et au Canada (universités, ministères de la justice, ONG, etc).

Stage

Dans le cadre de sa coopération avec des institutions universitaires, le CEJA a accueilli de mai à juillet 2017 Mademoiselle Clothilde Alves Vieira, étudiante en Master Droits fondamentaux de l'Université de Caen, Normandie (France). Celle-ci a été d'une aide précieuse dans la recherche documentaire et a pris activement part à la 35^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme qui s'est tenue au Palais des Nations à Genève en juin 2017.



Mlle Clothilde Alves Vieira, stagiaire de mai à juillet 2017

En septembre 2017, le CEJA a également reçu en stage Mme Marina Luisa Bento, Juriste travaillant à la Cour constitutionnelle de l'Angola. Celle –ci a participé à la 36^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme qui s'est tenue au Palais des Nations à Genève.



Mme Marina Luisa Bento

Publications et bibliothèque : une priorité renforcée

En 2017, le CEJA a augmenté la publication de documents sur les actualités juridiques africaines et le droit africain.

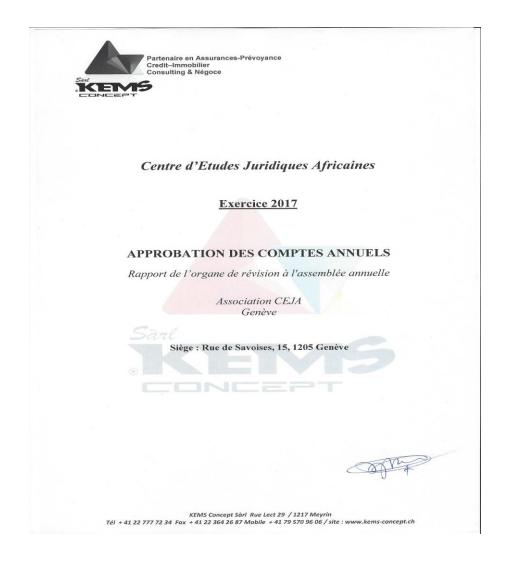
Le CEJA a innové avec la publication de cinq newsletters pour donner une plus grande visibilité à la production juridique africaine en publiant des auteurs africains et non- africains.

Le CEJA compte encore augmenter le nombre de législations, les décisions de justice et la doctrine spécifiques au continent africain qui seront gratuitement mis à la disposition du public.

Finances: Pour une meilleure assise

En 2017, les actions ont été financées principalement par des contributions volontaires et personnelles provenant de l'équipe du CEJA. Il va sans dire que pour la réalisation d'actions d'envergure à venir, le CEJA a besoin du soutien de ses

partenaires et de nouveaux donateurs institutionnels et/ou privés.



Bilan f			Passif		01.01.17 - 31.12.17
1	Actifs	5'420.16	2	Passifs	5'420.16
10	Actifs circulants	307.46	20	Capitaux étrangers à court terme	682.00
100 1000 1010 14 150 1510 1520	Trésorerie Caisse Compte PostFinance Actifs immobilisés Immobilisés Immobilisations corporelles meubles Mobilier et installations Informatique, systèmes de communication	307.46 178.20 129.26 5'112.70 5'112.70 3'112.70 2'000.00	200 2000 24 240 2400 28 297 2970	Dettes à court terme Créancier-Fournisseurs Capitaux étrangers à long terme Dettes à long terme portant intérêt Dettes à long terme - Envers les membr Capital de l'organisation Bénéfice ou perte reporté Bénéfice ou perte reporté Bénéfice ou perte de l'exercice	682.00 682.00 18*824.11 18*824.11 -14*085.95 -14*085.95 603.55 -14*949.50

Charges	et Profits		Produits		1.01.17 - 31.12.17
4	Charges directes d'exploitation	4'216.60	3	Produits nets des ventes de biens et de pr	1'000.00
440 4405	Charges des projets Charges de prestations de tiers	4'216.60 4'216.60	340 3400	Produits des projets Produits des projets	1'000.00 1'000.00
6	Autres charges d'exploitation	11'732.90			
60 6000	Charges de locaux Loyers pour locaux de tiers	1'200.00 1'200.00			
65 6500 6510	Charges d'administration et d'informatique Matériel de bureau, imprimés, photocopies et l Téléphone, Internet, frais de port	1'546.10 328.90 1'217.20			
66 6640	Charges de publicité Frais de déplacement, service à la clientèle	7'090.80 7'090.80			
68 6820	Amortissements des immobilisations corporé Amortissement sur actifs meubles	1'806.00 1'806.00			
69 6940	Charges et produits financiers Autres charges financières	90.00 90.00			
		15'949.50		Différence (perte)	14'949.50 15'949.50

Equipe du CEJA en 2016

Comité de direction

- Dr Ghislain Patrick LESSENE, Directeur Exécutif
- Dr Djacoba Liva TEHINDRAZANARIVELO, Directeur académique
- Dr Chantal Cecile DUCLAUX-MONTEIL OTT, Coordonnatrice de recherches
- Prof. Moïse Makane MBENGUE,
 Chargé des relations externes

Représentants

- M. Abdoulaye Nazaire GNIENHOUN, Nations Unies- Union africaine
- M. Balthazar NZIRAKISHIMIRIZO, Région des Grands Lacs
- Amissi M. MANIRABONA, Canada
- Madame Catherine TASTE, France

Stagiaires

- Clothilde Alves Viera, France
- Marisa Luisa Bento, Angola

LE CEJA en bref

Présentation

Le CEJA est une entreprise d'intérêt commun visant à dynamiser les multiples initiatives et actions portées par différentes institutions et les africains dans le domaine juridique en Afrique en vue d'un meilleur rayonnement international. Le CEJA a vocation, par le développement d'actions nouvelles d'envergure, de renforcer l'Etat de droit en Afrique en dotant les Etats d'acteurs compétents et rompus aux questions juridiques afin de faire face aux nombreux défis se posant en termes d'effectivité du droit. Il vise in fine à contribuer à la création d'une culture de paix et du respect du droit sur le continent africain.

Missions du CEJA

Le Centre d'études juridiques africaines (CEJA) vise à promouvoir :

- l'enseignement et la large diffusion du droit africain et de l'intégration africaine ainsi que leurs incidences sur le développement du continent
- la publication des recherches individuelles ou collectives
- la publication d'avis ou commentaires sur des faits juridiques probants de l'actualité africaine
- le consulting et le conseil juridique.